

## Le plan de destruction derrière le programme de Biden concernant la Russie



[Source : Réseau International]

**par F. William Engdahl.**

Dès le premier jour, la nouvelle administration Biden a clairement fait savoir qu'elle adopterait une politique hostile et agressive contre la Fédération de Russie de Vladimir Poutine. La politique qui sous-tend cette position n'a rien à voir avec les actes répréhensibles que la Russie de Poutine pourrait ou non avoir commis contre l'Occident. Elle n'a rien à voir avec les allégations absurdes selon lesquelles Poutine aurait fait empoisonner le dissident pro-américain Alexei Navalny avec l'agent neurotoxique ultra-mortel Novichok. Cela a à voir avec un programme bien plus profond des puissances mondialistes. C'est ce programme qui est mis en avant aujourd'hui.

Les choix du cabinet de Joe Biden sont très révélateurs. Ses principaux choix en matière de politique étrangère – Tony Blinken au poste de secrétaire d'État et Victoria Nuland au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques ; Bill Burns à la tête de la CIA ; Jake Sullivan au poste de conseiller à la Sécurité nationale ; Avril Haines au poste de directeur du Renseignement national – sont tous issus de l'administration Obama-Biden et ont tous travaillé en étroite collaboration. De plus, tous considèrent la Russie, et non la Chine, comme la principale menace à la sécurité de l'hégémonie mondiale des États-Unis.

En tant que candidat, Joe Biden l'a souvent affirmé. Ses choix clés en matière de politique étrangère soulignent que l'attention de l'administration Biden, quelle que soit la compétence de Joe Biden, se déplacera des menaces chinoises vers celles de la Russie de Poutine. Le chef de la CIA de Joe Biden, Bill Burns, est un ancien ambassadeur à Moscou et a été secrétaire d'État adjoint lors du coup d'État de la CIA d'Obama en Ukraine en 2014. Notamment, lorsque Burns a quitté l'État en novembre 2014, il a été remplacé par Tony Blinken, aujourd'hui secrétaire d'État. Blinken aurait formulé la réponse du Département d'État américain à l'annexion de la Crimée par la Russie.

## Nuland est la clé

Tous les choix de Biden sont uniformément clairs : il blâme la Russie de Poutine pour tout, de l'ingérence des États-Unis dans les élections de 2016 au récent piratage informatique de SolarWinds par le gouvernement américain, en passant par toutes les autres accusations portées contre la Russie ces dernières années, qu'elles soient prouvées ou non.

Cependant, pour déterminer ce que la nouvelle administration Biden et les agences de renseignement américaines ont en réserve à l'égard de Poutine et de la Russie, la meilleure indication est le rôle prépondérant accordé à Victoria Nuland, la personne qui, avec le vice-président Joe Biden, a dirigé le côté politique du coup d'État américain en Ukraine en 2013-14. Elle a été mise sur écoute lors d'un appel téléphonique à l'ambassadeur des États-Unis à Kiev pendant les manifestations de la place Maidan en 2013-14, pour parler à l'ambassadeur Geoffrey Pyatt des choix de l'UE pour un nouveau régime en Ukraine, « F\*\*k the EU ». Son mari, Robert Kagan, est un célèbre néoconservateur de Washington.

En quittant le gouvernement lors de l'élection de Trump en 2016, Nuland est devenu conseiller principal au sein du groupe Albright Stonebridge, dirigé par l'ancienne secrétaire d'État de Clinton, Madeline Albright, qui est également présidente du National Endowment for Democracy (NED), affilié au National Democratic Institute. Nuland a également rejoint le conseil d'administration du NED, après 2016, en gardant un contact étroit avec les opérations de changement de régime du NED. C'est une experte de la Russie, qui parle couramment le russe et qui est spécialisée dans le changement de régime.

En tant que secrétaire d'État adjointe d'Obama pour les affaires eurasiennes et européennes en 2013, Nuland a travaillé en étroite collaboration avec le vice-président Joe Biden pour mettre au pouvoir Arseniy Yatsenyuk lors d'un coup d'État en Ukraine, favorable aux États-Unis et hostile à la Russie. Elle a encouragé des mois de protestation contre le régime du président élu de l'Ukraine, Victor Ianoukovitch, afin de forcer son éviction après sa décision de rejoindre l'Union économique eurasiatique russe. Le fondateur du groupe de renseignement privé Stratfor, George Friedman, dans une interview juste après le coup d'État de février 2014 à Kiev, a qualifié ce coup d'État de « plus flagrant de l'histoire (américaine) ».

## Nouvelles initiatives

Dans un article important du journal *Foreign Affairs* du New York Council on Foreign Relations (CFR) en août 2020, Nuland décrit ce que sera très probablement la stratégie américaine pour saper la Russie dans les mois à venir. Elle se plaint que « la résignation s'est installée sur l'état des relations américano-russes, et les Américains ont perdu confiance dans leur propre capacité à changer la donne ». En d'autres termes, elle veut « changer la donne » avec Poutine. Elle affirme qu'au cours des 12 dernières années, « la Russie a violé les traités de contrôle des armements, mis en place de

nouvelles armes déstabilisatrices, menacé la souveraineté de la Géorgie, saisi la Crimée et une grande partie du Donbass, et soutenu des despotes en Libye, en Syrie et au Venezuela. Elle a utilisé des cyber-armes contre des banques étrangères, des réseaux électriques et des systèmes gouvernementaux, s'est immiscée dans des élections démocratiques étrangères et a assassiné ses ennemis sur le sol européen ».

Elle poursuit en disant que les sanctions économiques américaines répétées contre certaines banques et entreprises russes ainsi que contre les partisans de Poutine n'ont pas fait grand-chose pour changer la politique russe, affirmant que « les sanctions américaines et alliées, bien que douloureuses au départ, ont pris l'eau ou sont devenues impuissantes à force d'être trop utilisées et n'impressionnent plus le Kremlin ».

Mais Nuland suggère que la Russie de Poutine est aujourd'hui plus vulnérable que jamais au cours des 20 dernières années : « la seule chose qui devrait inquiéter le président russe : l'humeur à l'intérieur de la Russie. Malgré les actions du pouvoir de Poutine à l'étranger, 20 ans d'absence d'investissement dans la modernisation de la Russie pourraient le rattraper. En 2019, la croissance du PIB russe était anémique à 1,3%. Cette année, la pandémie de coronavirus et la chute libre des prix du pétrole pourraient entraîner une importante contraction économique... Les routes, les rails, les écoles et les hôpitaux de Russie s'effondrent. Ses citoyens sont devenus réticents car les dépenses d'infrastructure promises n'apparaissent jamais, et leurs impôts et l'âge de la retraite augmentent. La corruption reste endémique, et le pouvoir d'achat des Russes continue de diminuer ».

Dans son article sur le *Foreign Affairs* du CFR, Nuland préconise l'utilisation de « Facebook, YouTube et d'autres plateformes numériques... il n'y a aucune raison pour que Washington et ses alliés ne soient pas plus disposés à donner à Poutine une dose de sa propre médecine à l'intérieur de la Russie, tout en maintenant le même déni ». Elle ajoute que parce que les Russes utilisent largement l'Internet et qu'il est largement ouvert, « malgré les efforts de Poutine, la Russie d'aujourd'hui est plus perméable. Les jeunes Russes sont beaucoup plus susceptibles de consommer des informations et des nouvelles via Internet que par le biais de la télévision ou de la presse écrite parrainées par l'État. Washington devrait essayer d'en toucher davantage là où ils se trouvent : sur les réseaux sociaux Odnoklassniki et VKontakte ; sur Facebook, Telegram et YouTube ; et sur les nombreuses nouvelles plateformes numériques en langue russe qui voient le jour ».

## Navalny

Au moment où Nuland a soumis son article de juillet-août sur les affaires étrangères, éternel adversaire de Poutine, Alexey Navalny était à Berlin, se remettant ostensiblement de ce qu'il prétend être une tentative des services secrets de Poutine de le tuer avec un agent neurotoxique hautement toxique, le Novichok. Navalny, une figure de l'opposition ayant fait ses études aux États-Unis et qui était boursier de l'Université de Yale en 2010, essaie de gagner de nombreux partisans depuis plus de dix ans. Il a été prouvé qu'il

recevait de l'argent du National Endowment for Democracy de Nuland, dont le fondateur dans les années 1990 a décrit les activités comme étant « ce que la CIA faisait, mais en privé ». En 2018, selon *National Public Radio* aux États-Unis, Navalny comptait plus de six millions d'abonnés à YouTube et plus de deux millions d'adeptes de Twitter. On ne sait pas combien de bots sont payés par les services de renseignement américains. Aujourd'hui, cinq mois après son exil à Berlin, Navalny fait un retour audacieux où il sait qu'il risque la prison pour des accusations passées. Il s'agissait manifestement d'un calcul clair de ses parrains occidentaux.

L'ONG du gouvernement américain pour le changement de régime par révolution colorée, le NED, dans un article publié le 25 janvier, fait écho à l'appel de Nuland en faveur d'une déstabilisation de Poutine par les médias sociaux. En écrivant sur l'arrestation de Navalny à Moscou juste trois jours avant l'inauguration de Biden, le NED déclare que « En créant un modèle de guérilla politique pour l'ère numérique, Navalny a exposé le manque total d'imagination et l'incapacité du régime... » Ils ajoutent : « Poutine est dans une impasse : si Poutine tue Navalny, cela pourrait attirer davantage l'attention sur le problème et exacerber les troubles. Si Poutine laisse vivre Navalny, alors Navalny reste un foyer de résistance, qu'il soit en prison ou non... Navalny a largement supplanté Poutine à chaque étape depuis l'empoisonnement. Cela devient un peu humiliant pour lui ».

Depuis son prétendu empoisonnement bâclé en août en Extrême-Orient russe, Navalny a été autorisé par le gouvernement russe à s'envoler pour Berlin pour y être soigné, un acte étrange si, en effet, Poutine et les services secrets russes avaient vraiment voulu sa mort. Ce qui s'est clairement passé au cours des cinq mois d'exil qui se sont écoulés depuis lors suggère que le retour de Navalny a été préparé professionnellement par des spécialistes non nommés du changement de régime des services de renseignement occidentaux. Le Kremlin a revendiqué des renseignements qui montrent que Navalny était directement encadré pendant son exil par des spécialistes de la CIA.

Lors de l'arrestation de Navalny à Moscou le 17 janvier, son ONG de lutte contre la corruption a diffusé sur la chaîne Navalny un documentaire YouTube sophistiqué, prétendant montrer un vaste palais qui aurait appartenu à Poutine sur la mer Noire, filmé à l'aide d'un drone, ce qui n'est pas une mince affaire. Dans la vidéo, Navalny appelle les Russes à marcher contre le prétendu « Palais de Poutine », d'un milliard de dollars, pour protester contre la corruption.

Navalny, qui est clairement soutenu par des spécialistes américains de la guerre de l'information et des groupes tels que le NED, est probablement invité à créer un mouvement pour contester les candidats du parti Russie unie aux élections de septembre à la Douma où Poutine n'est pas candidat. On lui a même donné une nouvelle tactique, qu'il appelle une stratégie de « vote intelligent », une tactique caractéristique du NED.

Stephen Sestanovich, expert de la Russie au Council on Foreign Relations de New York et ancien membre du conseil d'administration du NED, a suggéré le

plan de match probable de la nouvelle équipe Biden. Le 25 janvier, Sestanovich a écrit sur le blog du CFR : « Le régime de Poutine reste fort, mais les manifestations nationales de soutien à Alexei Navalny constituent le défi le plus sérieux qu'il ait eu à relever depuis des années. Le leader de l'opposition Alexei Navalny fait preuve d'une créativité politique et d'une habileté tactique que Poutine n'avait jamais rencontrées auparavant. Si les protestations se poursuivent, elles pourraient révéler les vulnérabilités de son pouvoir qui dure depuis des décennies ». C'était deux jours après les protestations à travers la Russie pour demander la libération de Navalny. « Avec sa décision audacieuse de retourner à Moscou et la publication d'une vidéo largement diffusée prétendant exposer la corruption du régime, Navalny a montré qu'il était une figure politique capable et imaginative – même en prison, peut-être l'adversaire le plus redoutable auquel Poutine ait été confronté », a-t-il écrit. « La sophistication stratégique de l'équipe de Navalny est soulignée à la fois par sa vidéo et, avant cela, par son exposé sur le personnel des services de sécurité fédéraux (FSB) qui l'a empoisonné l'été dernier ».

La décision claire de l'équipe Biden de nommer un ancien ambassadeur de Moscou à la tête de la CIA et Victoria Nuland au poste de numéro 3 du Département d'État, ainsi que ses autres choix en matière de renseignement, indiquent que la déstabilisation de la Russie sera l'un des principaux objectifs de Washington à l'avenir. Comme le NED l'a joyeusement dit, « l'arrestation de Navalny, trois jours avant l'investiture de Biden, l'ancien ambassadeur américain en Russie, Michael McFaul, a tous les éléments de la « première crise de politique étrangère de Biden ». Quoi qu'il y ait eu dans leurs documents de transition, c'est maintenant au premier plan pour eux ».

La raison n'en est pas pour autant la corruption interne du cercle restreint de Poutine, qu'elle soit vraie ou non. Biden s'en moque. C'est plutôt l'existence même de la Russie sous Poutine en tant que nation souveraine indépendante qui tente de défendre cette identité nationale, que ce soit dans le cadre de la défense militaire ou de la défense d'une culture russe traditionnellement conservatrice. Depuis la déstabilisation de l'Union soviétique par le NED, soutenu par les États-Unis, en 1990 sous l'administration Bush, la politique de l'OTAN et celle des intérêts financiers influents derrière l'OTAN a consisté à diviser la Russie en plusieurs parties, à démanteler l'État et à piller ce qui reste de ses énormes ressources en matières premières. La Grande Réinitialisation mondialiste n'a pas de place pour les États nations indépendants comme la Russie est le message que la nouvelle équipe Biden va maintenant clairement transmettre.

source : <https://journal-neo.org>

traduit par Réseau International